

Tout savoir sur

La table de concordance du Code général de la fonction publique

En application de l'article 55 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 a adopté la partie législative du code général de la fonction publique. Cette codification s'effectue à droit constant et elle constitue, selon le Gouvernement, une réaffirmation du statut général et de la fonction publique de carrière, qui s'ouvre à des profils plus diversifiés. Elle a pour ambition de rendre plus lisible et accessible un statut modernisé pour satisfaire tant les attentes des agents publics que celles des encadrants ou des services des ressources humaines mais aussi, plus largement, des citoyens.

L'ordonnance codifie le droit de la fonction selon un plan thématique, organisé selon une logique de ressources humaines, et non plus organisé par fonction publique comme le sont les titres actuels du statut général et les projets de codification antérieurs. Ce code général réunit dans un seul et même corpus juridique des dispositions complexes et éparses, issues en particulier des dispositions des quatre lois dites statutaires, la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986. Il rassemble également de nombreuses dispositions concernant la fonction publique réparties au sein d'autres lois, tout en modernisant et harmonisant leur rédaction.

Le présent document est spécifique à la fonction publique territoriale. Il a pour vocation d'accompagner les collectivités territoriales et leurs établissements à la fois dans la compréhension du nouveau code et de manière plus prosaïque dans la refonte de leurs modèles de documents (délibérations, arrêtés, contrats, conventions, etc.).

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
REFERENCES JURIDIQUES	4
EXPLICATIONS	4
TABLE DE CONCORDANCE	5
<i>Champ d'application et définitions</i>	5
<i>Droits et obligations</i>	5
<i>Prévention des conflits d'intérêts</i>	6
<i>Règles de cumul d'activités</i>	7
<i>Responsabilités disciplinaire, pénale et financière</i>	8
<i>Protections et garanties</i>	8
<i>Droit syndical</i>	10
<i>Négociation et accords collectifs</i>	11
<i>Rapport social unique et base de données sociales</i>	11
<i>Instances consultatives supérieures</i>	12
<i>Comités sociaux territoriaux(CST)</i>	12
<i>Commissions administratives paritaires (CAP)</i>	13
<i>Commissions consultatives paritaires (CCP)</i>	13
<i>Dialogue social – dispositions particulières</i>	13
<i>Recrutement –conditions générales d'accès aux emplois</i>	14
<i>Recrutement des fonctionnaires</i>	14
<i>Recrutement par contrat</i>	17
<i>Recours à des salariés de droit privé</i>	18
<i>Emplois supérieurs de la FPT</i>	18
<i>Emplois des personnes en situation de handicap</i>	19
<i>Experts techniques internationaux</i>	19
<i>Organisation et gestion des RH – dispositions générales</i>	20
<i>Organisation et gestion des RH – dispositions propres à la FPT</i>	20
<i>Formation professionnelle tout au long de la vie – principes généraux</i>	21
<i>Formation professionnelle tout au long de la vie –</i>	21
<i>dispositifs de formation – dispositions communes</i>	21
<i>Formation professionnelle tout au long de la vie –</i>	22

<i>dispositifs de formation – dispositions FPT</i>	22
<i>Organisation et financement de la politique de formation</i>	22
<i>Apprentissage</i>	22
<i>Télétravail</i>	23
<i>Réorganisation de collectivités</i>	23
<i>Organismes assurant des missions de gestion</i>	23
<i>Carrière – Positions et mobilité – dispositions générales</i>	26
<i>Carrière – Position d'activité</i>	26
<i>Carrière – Détachement</i>	27
<i>Carrière – Disponibilité</i>	28
<i>Carrière – Congé parental</i>	28
<i>Mise à disposition des agents contractuels</i>	28
<i>Appréciation de la valeur professionnelle</i>	28
<i>Avancement</i>	29
<i>Promotion interne</i>	29
<i>Discipline</i>	30
<i>Perte et suppression d'emploi</i>	31
<i>Cessation définitive de fonctions</i>	33
<i>Temps de travail</i>	35
<i>Congés annuels, jours fériés et autorisations d'absence</i>	36
<i>Congés liés aux responsabilités parentales ou familiales</i>	37
<i>Congés liés aux responsabilités parentales ou familiales</i>	37
<i>congés liés à l'arrivée d'un enfant au foyer</i>	37
<i>Congés liés à des activités civiques</i>	38
<i>Rémunération</i>	39
<i>Avantages en nature</i>	40
<i>Action sociale</i>	41
<i>Prévention en matière de santé et de sécurité au travail</i>	41
<i>Protections liées à la maladie, à l'accident, à l'invalidité ou au décès</i>	42
<i>Protection sociale complémentaire (PSC)</i>	44
<i>Dispositions liées au décès</i>	45

REFERENCES JURIDIQUES

- [Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique](#)
- [Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique \(rectificatif\)](#)
- [Article 55 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique](#)
- [Article 14 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19](#)
- [Décret n° 2022-250 du 25 février 2022 portant diverses dispositions d'application du code général de la fonction publique](#)

EXPLICATIONS

Le tableau présenté sur les pages ci-après comportent les règles de lecture suivantes :

1/ Le champ d'application

Ne figurent pas dans cette table de concordance simplifiée les dispositions relatives à l'Outre-Mer, ni celles relatives à la fonction publique d'Etat et la fonction publique hospitalière

2/ Les abréviations

Les abréviations utilisées sont :

- al = alinéa
- ph = phrase
- ecqc = en ce qui concerne

3/ L'ordre de lecture

Dans une rubrique, figurent souvent plusieurs nouveaux articles : les anciennes références législatives doivent être prises dans l'ordre de la numérotation du CGFP. Exemple :

	Explications :
<p>Promotion interne au sein de la FPT – L. 523-3 à L. 523-6</p>	<p>Article L. 523-3 ⇔ ancien article 28, al 5, ph. 3, loi n° 84-53</p> <p>Article L. 523-4 ⇔ ancien article 36, al 8, ecqc examen professionnel, promotion interne, loi n° 84-53</p> <p>Article L. 523-5 ⇔ ancien article 39, al 5 et 6, loi n° 84-53</p> <p>Article L. 523-6 ⇔ ancien article 77, al 2, ecqc promotion interne, loi n° 84-53</p>
	<p>Art. 28, al. 5, ph. 3, loi n° 84-53</p> <p>Art. 36, al 8, ecqc examen professionnel, promotion interne, loi n° 84-53</p> <p>Art. 39, al. 5 et 6, loi n° 84-53</p> <p>Art. 77, al 2, ecqc promotion interne, loi n° 84-53</p>

TABLE DE CONCORDANCE

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CHAMP D'APPLICATION ET DEFINITIONS		
Champ d'application – L. 1 à L. 2	Art. 1, loi n° 83-634 + Art. 1, loi n° 84-53 Art. 2, loi n° 83-634, sauf exclusions	
Définitions – L. 4 et L. 7	Art. 2 et art. 4, al 6, début, loi n° 84-53 <i>L. 7 = nouvel article</i>	
Renvoi décret en CE – L. 9	Art. 32, al 4, loi n° 83-634 + art. 136, al 4, ph 1, loi n° 84-53	<u>Décret n°2016-1156 du 24.08.2016</u>
DROITS ET OBLIGATIONS		
Liberté d' opinion - L. 111-1	Art. 6 al 1, loi n° 83-634	
Principe de participation – L. 112-1	Art. 9 al 1, loi n° 83-634	
Droit syndical – L. 113-1 à L. 113-2	Art. 8, ph 1 et 2, loi n° 83-634 Art. 8, ph 3 et 4, loi n° 83-634	
Droit de grève – L. 114-1 à L. 114-2 Droit de grève dans la FPT – L. 114-7 à L. 114-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 10, loi n° 83-634 ➤ <i>L. 114-2 = nouvel article</i> ➤ Art. 7-2, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 7-2, al 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 7-2, al 4 à 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 7-2, al 9, loi n° 84-53 	
Droit à rémunération après service fait – L. 115-1	<i>L. 115-1 = nouvel article qui renvoie aux articles L.711-1 et suivants</i>	
Droits sociaux – Régimes spéciaux de sécurité sociale et de retraite – L. 115-32 et L. 115-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 20 al 4, loi n° 83-634 ➤ <i>L. 115-3 relatif aux congés pour raison de santé, renvoie aux articles L. 822-1 et suivants = nouvel article</i> 	
Droit à la formation professionnelle – L. 115-4 et L. 115-5	Art. 22, al 1, loi n° 83-634 <i>L. 115-5 = nouvel article relatif au CPA qui renvoie aux articles L. 422-4 et suivants</i>	
Droit de propriété intellectuelle – L. 115-6	<i>L. 115-6 = nouvel article</i>	
Obligation de dignité, impartialité, intégrité et probité – L. 121-1	Art. 25 al 1, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Obligation de neutralité et respect du principe de laïcité – L. 121-2	Art. 25, al 2,3 et 4, loi n° 83-634	
Principe du non cumul d'activités – L. 121-3	Art. 25 septies, al 1, ph 1, loi n° 83-634	
Prévention des situations de conflit d'intérêt – L. 121-4 et L. 121-5	Art. 25 bis, al 1, loi n° 83-634 Art. 25 bis, al 2, loi n° 83-634	
Secret professionnel – L. 121-6	Art. 26, al 1, loi n° 83-634	
Obligation de discrétion professionnelle – L. 121-7	Art. 26, al 2, loi n° 83-634	
Devoir de satisfaire aux demandes d'information du public – L. 121-8	Art. 27, loi n° 83-634	
Principe de responsabilité de l'agent dans l'exécution de ses tâches – L. 121-9	Art. 28, al 1 ph 1 et al 2, loi n° 83-634	
Devoir d'obéissance hiérarchique – L. 121-10	Art. 28, al 1, ph 2	
Dénonciation crime et délit – L. 121-11	<i>Renvoi à l'art. 40 du code de procédure pénale</i>	
PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS		
L. 122-1 L. 122-2 à L. 122-9 L. 122-10 à L. 122-18 L. 122-19 L. 122-20 à L. 122-2 L. 122-23 L. 122-24 L. 122-25	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 25 bis, al 3 à 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 ter, al 1 à 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 quinquies, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 quater, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 sexies, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 nonies, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 ter, al 9, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 nonies, al 5, loi n° 83-634, loi n° 83-634 	<p><u>Décret n°2016-1967 du 28.12.2016</u></p> <p><u>Décret n°2016-1968 du 28.12.2016</u></p> <p><u>Décret n°2017-547 du 13.04.2017</u></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
REGLES DE CUMUL D'ACTIVITES		
Dispositions communes – L. 123-1 à L. 123-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 25 septies, al 1, ph 2 et al 2 à 7, loi n°83-634 ➤ Art. 25 septies, al 19, n° 83-634 ➤ Art. 25 septies, al 20, n° 83-634 	
Activités soumises à déclaration – L. 123-4 à L. 123-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 25 septies al 8 à 9, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 septies al 10, loi n° 83-634 ➤ Art. 25 septies al 11, loi n° 83-634 	
Activités soumises à autorisation – L. 123-7 à L. 123-8	Art. 25 septies al 17 à 18, loi n° 83-634 Art. 25 septies, al. 12 à 15 et al. 16 sauf décret en Conseil d'Etat, loi n° 83-634	
Sanctions – L. 123-9 à L. 123-10	Art. 25 septies, al 21, loi n°83-634 Art. 25 septies, al 16 ecqc décret en Conseil d'Etat et al 22, loi n° 83-634	
Contrôle et conseil Personnes responsables – L.124-1 à L.124-3	Art. 25, al 5, art. 28 bis, al 1 et art. 28 ter, al 1 et 2, loi n°83-634	
Contrôle des agents ayant cessé leurs fonctions – L. 124-4 à L. 124-6	Art. 25 octies, al 8 à 10, art. 25 octies, al 11, loi n°83-634 et <i>L. 124-6 = nouvel article</i>	
Contrôle préalable à la nomination ou à la réintégration – L. 124-7 à L. 124-8	Art. 25 octies, al 17 et art. 25 octies, al 12 à 16, loi n°83-634	
Recommandations et avis de la HATVP – rôle – L. 124-9	Art. 25 octies, al 1, loi n° 83-634	
Recommandations et avis de la HATVP – avis sur les situations individuelles – L. 124-10 à L. 124-20	Art. 25 octies, al 2, al 3 ecqc avis, al 5 à 7, art. 25 octies, al 19 à 21, art. 25 octies, al 18, art. 25 octies, al 22 à 24, art. 25 octies, al 25 à 32, art. 25 octies, al 33, art. 25 octies, al 34 et 35, art. 25 octies, al 36, art. 25 octies, al 43 et 44, art. 25 octies, al 45 et art. 25 octies, al. 35 à 42, loi n° 83-634	<u>Décret n°2017-519 du 10.04.2017</u> (réfèrent déontologue) <u>Décret n°2020-69 du 30.01.2020</u>
Recommandations et avis de la HATVP – recommandations sur les situations individuelles – L. 124-21	Art. 25 octies, al 2 et al 4, loi n° 83-634	
Recommandations et avis de la HATVP – avis sur des projets de textes – L. 124-22	Art. 25 octies, al 2 et al 3 ecqc textes, loi n° 83-634	
Recommandations et avis de la HATVP – recommandations de portée générale sur l'application des textes – L. 124-23 Dispositions particulières – L.124-24 à L.124-26	Art. 25 octies, al 2 et al. 3 ecqc recommandations, loi n° 83-634 Art. 25 nonies, al 2 à 4, art. 25 decies + art. 25 octies, a. 46, art. 28 bis, al 2 et art. 28 ter, al 3, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
RESPONSABILITES DISCIPLINAIRE, PENALE ET FINANCIERE		
Responsabilité disciplinaire et pénale -L.125-1 Responsabilité financière – L. 125-2 à L. 125-3	Art. 11 bis A, loi n° 83-634 <i>L. 125-2 et L. 125-3 = nouveaux articles</i>	
PROTECTIONS ET GARANTIES		
Protection contre les discriminations – principe général – L. 131-1	Art. 6, al 2, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées au sexe – L. 131-2 à L. 131-4	Art. 6 bis, al 1, art. 6 bis, al 2 et art. 6 bis, al 3, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées à l'âge – L. 131-5 à L. 131-6	Art. 6, al 4, ecqc emplois catégorie active et art. 6, al 4, ecqc déroulement carrière, loi n° 83-634	
Protection contre les discriminations – discriminations liées à la santé ou à une situation de handicap – L. 131-7 à L. 131-11	Art. 6, al 3, art. 6 sexies, al 1 et 2, loi n° 83-634 + art. 3, ecqc agents publics, loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 6 sexies, al 3 à 5, art. 6 sexies, a. 6 et art. 6 sexies, al 7, loi n° 83-634	
Lutte contre les discriminations – L. 131-12 à L. 131-13	Art. 6, al 5 à 9 + art. 6 bis, al 5 à 9 et art. 7 bis, loi n° 83-634	
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – plan d'action pluriannuel – L. 132-1 à L. 132-4	Art. 6 septies, al 1, art. 6 septies, al 2 à 7, art. 6 septies, al 9 et art. 6 septies, al 10, loi n° 83-634	<u>Décret n°2020-528 du 04.05.2020</u>
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – nominations équilibrées – L. 132-5 à L. 132-10	Art. 6 quater, al 1, art. 6 quater, al 2, art. 6 quater, al 3 à 5, art. 6 quater, al 6 à 7, art. 6 quater, al 8, loi n° 83-634 et art. 79, al 4, ph 1, loi n° 84-53	<u>Décret n°2012-601 du 30.04.2012</u>
Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes – rapport sur les mesures mises en œuvre – L. 132-11	Art. 6 bis, al 10, loi n° 83-634	<u>Décret n°2013-1313 du 27.12.2013</u> + <u>Décret n°2015-761 du 24.06.2015</u>
Protection contre le harcèlement – L. 133-1 à L. 133-3	Art. 6 ter, al 1 à 3, loi n° 83-634 Art. 6 quinquies, al 1, loi n° 83-634 Art. 6 ter, al 4 à 8 et art. 6 quinquies, al 2 à 6, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Protection dans l'exercice des fonctions (protection fonctionnelle) – L. 134-1 à L. 134-8 <i>L. 134-9 et L. 134-10 : FPH et FPE</i> L. 134-11 (police municipale) L. 134-12 (renvoi décret)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 11, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al7 et 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 11, al 9, loi n° 83-634 ➤ <i>L. 134-11 = renvoi vers art. L. 113-1 du code de la sécurité intérieure</i> ➤ Art. 11, al 10, loi n° 83-634 	<p style="text-align: center;"><u><i>Décret n°2017-97 du 26.01.2017</i></u></p>
Dispositifs d'alerte et de signalement – Lanceurs d'alerte – L 135-1 à L. 135-5 – signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes – L 135-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 6 ter A, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 6 ter A, al 2 et 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 6 ter A, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 6 ter A, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 6 ter A, al 6, loi n° 83-634 <p style="margin-top: 10px;">Art. 6 quater A, al 1 et 2, loi n° 83-634</p>	<p style="text-align: center;"><u><i>Décret n°2020-256 du 13.03.2020</i></u></p>
Protection en matière d'hygiène et de sécurité – L. 136-1	Art. 23, loi n° 83-634	
Garanties relatives au dossier individuel – L. 137-1 à L. 137-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 18, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 18, al 2, loi n° 83-634+ art. 1-1, al 2 décret n° 88-145 ➤ Art. 18, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 18, al 3 loi n° 83-634, 	<p style="text-align: center;"><u><i>Décret n°2011-675 du 15.06.2011</i></u></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
DROIT SYNDICAL		
Représentation des agents – L. 211-1 à L. 211-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 9 bis, al 1 à 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 9 bis, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 9 bis, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 9 bis, al 8 et 9, loi n° 83-634 	<u>Décret n°2017-1201 du 27.07.2017</u>
Garanties des agents déchargés ou mis à disposition – L. 212-1 à L. 212-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 23 bis, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 2 et 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 7 et 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 23 bis, al 9, loi n° 83-634 	<u>Décret n°2017-1419 du 28.09.2017</u>
Facilités accordées aux organisations syndicales – L. 213-2 à L. 213-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 100, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 100, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 100, al 3, loi n° 84-53 	<u>Décret n°85-397 du 3 avril 1985</u>
Congés et facilités accordés aux représentants syndicaux – congé de formation – L. 214-1 à L. 214-2	Art. 57, al 1 et al 43, ph.1, loi n° 84-53 Art. 57, al 43, ph 2 et 3, loi n° 84-53	<u>Décret n°85-603 du 10.06.1985</u>
Congés et facilités accordés aux représentants syndicaux – ASA et crédit temps syndical – L. 214-3 à L. 214-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 59, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 100-1, al 1 à 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 100-1, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 100-1, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-1 al 3, loi n° 84-53 	<u>Décret n°85-397 du 3 avril 1985</u>
Congé pour formation syndicale des agents – L. 215-1	Art. 21, al 1 et 8, loi n° 83-634 Art. 57, al 1 et al. 42, loi n° 84-53	<u>Décret n°85-552 du 22.05.1985</u>
Facilités accordées aux agents pour les réunions d'information syndicale – L. 215-2	Art. 100, al. 1, ecqc réunions d'information syndicale, loi n° 84-53	<u>Décret n°85-397 du 3 avril 1985</u>
Assistance dans l'exercice de recours administratifs – L. 216-2	Art. 30, al 3, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
NEGOCIATION ET ACCORDS COLLECTIFS		
Acteurs habilités à négocier – L. 221-1 à L. 221-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 8 bis, al 1, loi n° n° 83-634 ➤ Art. 8 bis, al 2, loi n° n° 83-634 ➤ Art. 8 bis, al 5 à 8, loi n° n° 83-634 ➤ Art. 8 bis, al 9, loi n° n° 83-634 	<u>Décret n°2021-904 du 07.07.2021</u>
Objet et contenu des accords – L. 222-1 à L. 222-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 8 bis, al 10 et 11 + art. 8 sexies, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 bis, al 3 et 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 ter, al 1 à 15, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 ter, al. 16, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 septies, loi n° 83-634 	
Conditions de majorité des accords – L. 223-1	Art. 8 quater, al 1, loi n° 83-634	
Autorités compétentes pour conclure, signer ou approuver un accord – L. 224-1 à L. 224-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 8 quater, al 2 à 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 quater, al 6 et 7, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 quater, al 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 quater, al 5, loi n° 83-634 	
Négociations sur initiative syndicale – L. 225-1	Art. 8 quinquies, loi n° 83-634	
Entrée en vigueur et publication des accords – L. 226-1 à L. 226-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 8 octies, al 1 à 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 quater, al 9, loi n° 83-634 	
Suivi, modification, suspension et dénonciation des accords – L. 227-1 à L. 227-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 8 octies, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 octies, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 octies, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 8 octies, al 7, loi n° 83-634 	
RAPPORT SOCIAL UNIQUE ET BASE DE DONNEES SOCIALES		
Rapport social unique – L. 231-1 à L. 231-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 9 bis A, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 9 bis A, al 17, ph 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 9 bis B, loi n° 83-634 ➤ Art. 33-3 + art. 33, al 10, loi n° 84-53 + art. 9 bis A, al 19, loi n° 83-634 	<u>Décret n°2020-1493 du 30.11.2020</u>
Base de données sociales – L. 232-1	Art. 9 bis A, al 18, loi n° 83-634	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
INSTANCES CONSULTATIVES SUPERIEURES		
L. 241-1 à L. 245-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 53, al 1 à 4, loi n° 2012-347 ➤ Art. 9 ter, loi n° 83-634 ➤ Art. 2-1, 8, 9, 10 al 1, 10-1, 11, loi n° 84-53 	<p><u>Décret n°84-346 du 10.05.1984</u> + <u>Décret n°2012-148 du 30.01.2012</u></p>
COMITES SOCIAUX TERRITORIAUX(CST)		
Mise en place – dispositions communes – L. 251-1	L. 251-1 = nouvel article	
Mise en place – FPT – L. 251-5 à L. 251-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 32, al 1, ph 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 32, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 32, al 1, ph 3, al. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 32, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 32-1, al 1 à 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 32-1, al 4, loi n° 84-53 	
Composition – dispositions communes – L. 252-1 à L. 252-2	Art. 33-2 al 2, loi n° 84-53 Art. 6 bis, al 4, ecqc comités sociaux, loi n° 83-634	
Composition – FPT – L. 252-8 à L. 252-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 33-2 al 1, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-2 al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-2 al 4, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2021-571 du 10.05.2021</u>
Attributions – FPT – L. 253-5 à L. 253-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 33 al 1 à 9, loi n° 84-53 + art. 6 septies, al 8, ecqc FPT, loi n° 83-634 ➤ Art. 33-1 al 1, loi n° 84-53 + art. 32-1 al 5, loi n° 84-53 	
Fonctionnement – FPT – L. 254-2 à L. 254-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 32 al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-1 al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-2 al 1, ph 2, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)		
Mise en place – FPT – L.261-2 à L. 261-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 28, al 1, ph 1 et 2, n° 84-53 ➤ Art. 28, al 2, n° 84-53 ➤ Art. 28, al 5 ph 2, n° 84-53 ➤ Art. 28, al 5 ph 1, n° 84-53 ➤ Art. 28, al 6 et 7, n° 84-53 ➤ Art. 28, al 8, loi n° 84-53 	
Composition – dispositions communes – L. 262-1 à L. 262-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L. 262-1 : <i>sur la table Légifrance, pas de renvoi vers la loi n° 84-53, mais cf. art. 1er décret n°89-229</i> ➤ Art. 54, sauf début, ecqc représentation équilibrée, loi n° 2012-347 ➤ Art. 6 bis al 4, ecqc commission administrative paritaire, loi n° 83-634 	<u>Décret n°89-229 du 17.04.1989</u>
Composition – FPT – L. 262-5 à L.262-6	Art. 29 al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 28 al 4, loi n° 84-53	
Attributions – dispositions communes – L. 263-1	Art. 28 al 3, loi n° 84-53	
Attributions – FPT – L. 263-3	Art. 30 al 1, loi n° 84-53	
Fonctionnement – FPT – L. 264-1 à L.264-2	Art. 31 al 1 et 2, loi n° 84-53 Art. 30 al 2, loi n° 84-53	
COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES (CCP)		
L. 272-1 à L. 272-2	Art. 136, al 10 à 13, loi n°84-53	<u>Décret n°2016-1858 du 23.12.2016</u>
DIALOGUE SOCIAL – DISPOSITIONS PARTICULIERES		
Création de collectivités ou établissements publics – L. 281-1 à L. 281-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 33-4, al 1, loi n°84-53 ➤ Art. 33-4, al 2 à 4, loi n°84-53 ➤ Art. 33-4, al 5 à 10, loi n°84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
RECRUTEMENT –CONDITIONS GENERALES D'ACCES AUX EMPLOIS		
Dispositions générales – L. 311-1 à L. 311-3	Art. 3, loi n° 83-634 Art. 41 al 4, loi n° 84-53 <i>L. 311-3 = nouvel article</i>	
FPT – L. 313-1 à L. 313-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 34, loi n° 84-53 ➤ Art. 6-1, al 1 ph 2, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 88, al 7 et 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 41 al 1 et 2, loi n° 84-53 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Décret n°87-1101 du 30.12.1987 ➤ Décret n°90-128 du 09.02.1990 ➤ Décret n° 2019-1414 du 19.12.2019
RECRUTEMENT DES FONCTIONNAIRES		
Principe du recrutement par concours – L. 320-1	Art. 16, loi n° 83-634	
Contrôle préalable des conditions d'accès au statut de fonctionnaire – L. 321-1 à L.321-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 5 bis, al. 1, al 7, al 8 et al 9, loi n° 83-634 + art. 26, loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique ➤ Art. 5 bis, al 2 à 6, loi n° 83-634 	Décret n°2010-311 du 22.03.2010
Dispositions applicables à certains recrutements de la FPT – L. 322-1 à L. 322-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réf. à l'art. L. 1424-9 ecqc recrutement et L. 1424-32 du CGCT (sapeurs-pompiers pro) ➤ Renvoi à l'art. L. 512-2 du code de la sécurité intérieure (police municipale) ➤ Renvoi à l'art. L. 522-2 du code de la sécurité intérieure (garde champêtre) ➤ Art. 49, ph 1 (début), ph2, loi n° 84-594 	Décret n° 2022-250 du 25.02.2022
Préparation aux procédures de recrutement - L. 323-1	Art. L. 970-6 du code du travail	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Recul ou suppression de l'âge maximal pour le recrutement – L.324-1 à L. 324-7</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art.8, ecqc emplois relevant du code général de la fonction publique, loi n° 75-3 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées ➤ Renvoi article art. L. 221-4, code du sport ➤ Renvoi art. L. 64, art. L. 120-33, al 1, art. L. 122-16, al 1, code du service national ➤ Art. 5 ter, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. L.215-3, CASF ➤ Art. 35 al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 21, ph1, loi n° 76-617 	
<p>Recrutement par concours – les 3 voies d'accès (concours externes, internes et 3^{ème} concours) – L. 325-1 à L. 325-8</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 36, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 4, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 4, ph 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 120-33 al 2 et 3 + Art. 122-16 al 2 et 3 Code du service national ➤ Art. 36, al. 6, ph 1 à 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al. 6, ph 4, al 07, loi n°84-53 	<p style="text-align: center;"><u>Décret n°2007-196 du 13.02.2007</u> + <u>Décret n°2013-593 du 05.07.2013</u></p>
<p>Recrutement par concours – dispositions communes – L. 325-9 à L. 325-22</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 36 al 8 ecqc externe, interne et troisième concours (<i>al 9 selon la table Légifrance</i>), loi n° 84-53 ➤ Art. 2, ecqc fonction publique, loi n° 80-490 ➤ Renvoi art. L. 4139-1 al du code de la défense ➤ Renvoi art. L. 221-3 du code du sport ➤ Art. 36 al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 9 ph 3 et 4 (<i>al 10 selon la table Légifrance</i>) ➤ Renvoi art. 412-1 du code de la recherche ➤ Art. 37 al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 16 ter, loi n° 83-634 ➤ Art. 16 quater, 6 bis al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 44 al 11, loi n° 84-53 ➤ Art.44 al 12, loi n° 84-53 ➤ Art. 16 bis, loi n° 83-634 ➤ Renvoi art. 1 à 5 de la loi du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics 	<p style="text-align: center;"><u>Décret n°2002-348 du 13.03.2002</u> + <u>Décret n°2018-114 du 16.02.2018</u></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Recrutement par concours – dispositions FPT – L. 325-26 à L. 325-31</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 44 al 1, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 9 ph 1 et 2 (<i>al 10 selon la table Légifrance</i>), loi n° 84-53 ➤ Art. 36 al 8, ph 2 (sauf épreuves complémentaires car dans L. 325-9), loi n°84-53 ➤ Art. 43 loi n° 84-53 ➤ Art. 36 al 10 (<i>al 11 selon la table Légifrance</i>), loi n° 84-53 ➤ Art. 37 al 1, loi n° 84-53 	
<p>Recrutement par concours – nomination des lauréats – inscription liste d'aptitude et recrutement dans la FPT – conditions générales – L. 325-38 à L. 325-43</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 44, al 1, ph 1, al 2, 3 et 9, loi n° 84-53 ➤ Art. 44, al 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 44, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 44, al 7 et 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 44, al 10, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 44, al 10, ph 3, loi n° 84-53 	<p><u>Décret n°2013-593 du 05.07.2013</u></p>
<p>Recrutement par concours – nomination des lauréats – inscription liste d'aptitude et recrutement dans la FPT – élèves du CNFPT– L. 324-44 à L. 325-46</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 45, al. 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 45, al. 3, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 45, al 3, ph 2, al 4, loi n° 84-53 	<p><u>Décret n°96-270 du 29.03.1996</u></p>
<p>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – recrutement sans concours – L. 326-1 (emplois réservés, accès cat C)</p>	<p>Art. 38 al 1 à 5, loi n° 84-53</p>	<p><u>Décret n°96-1087 du 10.12.1996</u></p>
<p>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – militaires et anciens militaires – L. 326-2</p>	<p>Renvoi à l'article L. 4139-2 du code de la défense</p>	
<p>Autres modalités d'accès aux fonctions publiques – Parcours d'accès aux carrières de la FP (PACTE) – L. 326-10 à L. 326-19</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 38 bis, al 1, 2 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 3, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 3, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 6 à 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 9 et 10, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 12, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 11, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 13 et 14, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 bis, al 16, loi n° 84-53 	<p><u>Décret n°2005-904 du 02.08.2005</u></p>
<p>Stage et titularisation – dispositions communes – L 327-1 à L. 327-2</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 46, al 1, ph 2, loi n°84-53 ➤ Art. 80, loi n°89-18 	
<p>Stage et titularisation dans la FPT – L. 327-3 à L. 327-9</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 46, al 1, ph 1, loi n°84-53 ➤ Art. 46, al 5, loi n°84-53 ➤ Art. 3-4, al 1, loi n°84-53 ➤ Art. 46, al 1, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 41, al 3, loi n°84-53 ➤ Art. 3, al 3, ph 1, loi n°84-594 ➤ Art. 46, al 3, loi n°84-53 	<p><u>Décret n°92-1194 du 04.11.1992</u></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
RECRUTEMENT PAR CONTRAT		
Dispositions générales – L. 331-1	Art. 32 al 1, loi n° 83-634	
Possibilités de recrutement par contrat – Emplois permanents FPT – besoins permanents – L. 332-8 à L. 332-12	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 3-3, al 1 à 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 3-3, al 8 et 9 réécrits, loi n° 84-53 (<i>art. L. 332-9 présenté comme un nouvel art. dans la table Légifrance</i>) ➤ Art. 3-4, al 2 à 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 3-4, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 3-5, loi n° 84-53 	
Possibilités de recrutement par contrat – Emplois permanents FPT – besoins temporaires – L. 332-13 (agents indispo) à L. 332-14 (vacance temporaire)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 3-1, loi n° 84-53 ➤ Art. 3-2, loi n° 84-53 	<u>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</u>
Possibilités de recrutement par contrat – Emplois temporaires FPT – accroissement d'activité – L. 332-23	Art. 3, I, loi n° 84-53	
Possibilités de recrutement par contrat – Emplois temporaires FPT – contrats de projet – L. 332-24 à L. 332-26	Art. 3, II, al 1 à 3, loi n° 84-53	
Possibilités de recrutement par contrat – dispositions diverses – L. 332-27 (signature contrat par autorité territoriale) et L. 332-28 (décret)	<i>L. 332-27 = nouvel article (selon la table : article 40 al 1, loi n° 84-53)</i> Art. 32 al 2, ph 2, loi n° 83-634 et art. 3, II al 4, loi n° 84-53	
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – collaborateurs de cabinet – L. 333-1 à L. 333-10 (L. 333-11 relatif à Paris Lyon et Marseille)	Art. 110, loi n° 84-53 + nouvel article L. 333-8 pour les collaborateurs de cabinet relevant de l'article 11, I, 8° de la loi n° 2013-907	<u>Décret n°87-1004 du 16.12.1987</u>
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – collaborateurs de groupes d'élus – L. 333-12	Art. 110-1 al 1 à 3, loi n° 84-53 <i>(L'alinéa 4 est réparti dans les parties fin de contrat et chômage des agents publics)</i>	
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – sapeurs-pompiers contractuels – L. 333-13	Art. 3-6, al 1, al 2, ph 1	
Agents contractuels territoriaux recrutés sur des emplois particuliers – assistants maternels et familiaux – L. 333-14	Nouvel article L. 333-14	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
RECOURS A DES SALARIES DE DROIT PRIVE		
Mise à disposition de salariés de droit privé (dont service national universel) – L. 334-1 à L. 334-2	Art. 61-2, loi n° 84-53 + nouvelles dispositions s'agissant du service national universel	<u><i>Décret n°2008-580 du 18.06.2008</i></u>
Recours aux services des entreprises de travail temporaire (intérim) – L. 334-3	Art. 3-7, loi n° 84-53	
EMPLOIS SUPERIEURS DE LA FPT		
L. 343-1 à L. 343-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 47, al 1 à 4, loi n° 84-53 ➤ Art. al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 47 al 7, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 343-4 et L. 343-5 relatifs à Paris, Marseille et Lyon 	<u><i>Décret n° 88-545 du 06.05.1988</i></u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
EMPLOIS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP		
Obligation d'emploi – L. 351-1 à L. 351-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 33 al 1 à 10, loi n° 83-634 ➤ Art. 33, al 11, loi n° 83-634 ➤ Art. 33, al. 12, loi n° 83-634 ➤ Art. 34, al 1 et 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 34, al 3 à 7, loi n° 83-634 ➤ Art. 34, al 8, loi n° 83-634 	
Fonds pour l'insertion – L. 351-7 à L. 351-15	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 35, al 1 à 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 35, al 4 à 8, loi n° 83-634 ➤ Art. 37, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 37, al 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 36, loi n° 83-634 ➤ Art. 38, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 38, al 2 à 7, loi n° 83-634 ➤ Art. 38, al 8 à 10, loi n° 83-634 ➤ Art. 38, al 11 à 13, loi n° 83-634 	
Recrutement et conditions d'accès aux emplois – L. 352-1 à L. 352-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 35, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 35, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 35 al 4, ph 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 38, al 6, ph 1 et 4, et al 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 38 al 6, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 35 al 5, loi n° 84-53 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Décret n°87-602 du 30.07.1987</u> ➤ <u>Décret n°2020-523 du 04.05.2020</u> ➤ <u>Décret n°2020-530 du 05.05.2020</u> ➤ <u>Décret n°2020-569 du 13.05.2020</u>
Droits des associations de défense – L. 353-1	Art. 39, loi n° 83-634	
EXPERTS TECHNIQUES INTERNATIONAUX		
L. 360-1 à L. 360-7	Art. 1, 2, 3, 4, 6 et 8, loi n° n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à l'expertise internationale	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
ORGANISATION ET GESTION DES RH – DISPOSITIONS GENERALES		
Organisation en cadres d'emplois – L. 411-1 à L. 411-9	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 13, al 1, ph 2 début, loi n° 83-634 + art. 4, al 1 à 4, loi n° 84-53 + art. 48 al 2, loi n°84-53 ➤ Art. 13, al. 1, ph. 1, ph. 2, fin, loi n° 83-634 + art. 6, al, ph. 2, loi n°84-53 ➤ Art. 13, al 1, ph. 3, loi n°83-634 ➤ Art. 13 al 3, loi n°83-634 ➤ Art. 12 al 1 et 2, loi n°83-634 ➤ Art, 48 al 1 et 49, al 1, loi n°84-53 ➤ Art. 13 al 2, loi n°83-634 ➤ Art. 12 al 3, loi n°83-634 ➤ Art. 50, loi n°84-53 	
Emplois supérieurs FPT – L. 412-5 à L. 412-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 6-1, al 1, ph. 1, al. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 53, al 02 à 09, loi n° 84-53 ➤ (L. 412-7 : relatif à Paris Lyon et la Corse : art. 36, al. 2, ph1, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, art. 112-3, ecqc art. 53, loi n° 84-53, art. L. 5219-10, al. 4, ecqc art. 53 CGCT, art. 12, alinéa 12, ecqc art. 53, Ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse) 	<p><i><u>Décret n° 87-1101 du 30.12.1987</u></i> + <i><u>Décret n 87-1102 du 30.12.1987</u></i></p>
Lignes directrices de gestion FPT – L. 413-1, L. 413-3, L. 413-5 et L. 413-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 33-5, al 1, ph 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-5 al 1, ph. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-5, al 1, ph. 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 33-5, al 2, ph. 1 à 3, loi n° 84-53 	<p><i><u>Décret n° 2019-1265 du 29.11.2019</u></i></p>
ORGANISATION ET GESTION DES RH – DISPOSITIONS PROPRES A LA FPT		
L. 415-1 à L. 415-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 4, al.5, al 6 fin, loi n° 84-53 + Art. 40, al. 1, ecqc fonctionnaires, loi n°84-53 ➤ Art. 49 al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 6, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 412-18, al 2, code des communes ➤ Sapeurs-pompiers : art. 117, ph. 2, loi n° 84-53, art. 51, al. 2, loi n° 84-594, art. L. 1424-9 ecqc gestion, CGCT 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE – PRINCIPES GENERAUX		
Objectifs – L. 421-1	Art. 22 al 1 et 2, loi n° 83-634	
Obligations de l'employeur – L. 421-2 à L. 421-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. L. 970-2, al. 1, code du travail + art. 41, al. 1, ecqç promotion sociale, loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ➤ Art. 22 al 5, loi n° 83-634 et 2-3 al 1, loi n° 84-594 (conseil en évolution pro) ➤ Art. L. 970-2, al. 3, code du travail ➤ Art. 22, al 3, ph 2, loi n° 83-634 (selon la table Légifrance art 22, al 4, ph 3) 	
Obligations des agents – L. 421-6 à L. 421-8	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 22 al 3, ph 1, loi n° 83-634 (selon la table Légifrance art 22 al 3) ➤ Art. 24 al 7, loi n° 83-634 ➤ Art. 22 al 4, ph 2, loi n° 83-634 	
FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE – DISPOSITIFS DE FORMATION – DISPOSITIONS COMMUNES		
Les congés – L. 422-1	Art. 21, al 1 et al 5 à 7, loi n° 83-634 et art. 57, al. 01, al. 39 à 41, loi n° 84-53	<u>Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007</u>
Périodes de professionnalisation – L. 422-2	Art. 22, al. 4, ph. 1, loi n° 83-634	
Formation renforcée pour certains agents publics – L. 422-3	Art. 22 quinquies, al. 1 à 5, loi n° 83-634	
Compte personnel d'activité – L. 422-4 à L. 422-7	Art. 22 ter, loi n° 83-634	
Compte personnel de formation – L. 422-8 à L. 422-19	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 22 quater, loi n° 83-634 et art. 2-1, loi n° 84-594 ➤ Art. 5, ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 	<u>Décret n° 2017-928 du 06.05.2017</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
FORMATION PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE – DISPOSITIFS DE FORMATION – DISPOSITIONS FPT		
Dispositions générales – L. 422-21 à L. 422-26 (L. 422-27 relatif à la ville de Paris)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 1, al 1 à 9, loi n° 84-594 ➤ Art. 2, al 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 2-3, al 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 6, loi n° 84-594 ➤ Art. 6 bis, loi n° 84-594 ➤ Art. 1, al 11, loi n° 84-594 	
Formations d'intégration et de professionnalisation – L. 422-28 à L. 422-34	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 2, al 1, loi n° 84-594 ➤ Art. 2-2, loi n° 84-594 ➤ Art. 4 al 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 3, al 1, loi n° 84-594 ➤ Art. 3, al 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 4, al 1, loi n° 84-594 ➤ Art. L. 412-56, al. 4, code des communes (police municipale) 	<u>Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007</u>
Formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent – L. 422-35	Art. 5, al 1, loi n° 84-594	
ORGANISATION ET FINANCEMENT DE LA POLITIQUE DE FORMATION		
Principes généraux – L. 423-1 à L. 423-2	Art. L. 970-3, code du travail	
Organisation de la politique de formation au sein de la FPT – L. 423-3 à L. 423-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 7, loi n° 84-594 ➤ Art. 8, al 1, loi n° 84-594 ➤ Art. 23, loi n° 84-594 ➤ Art. 24, ph 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 25, loi n° 84-594 ➤ Art. 8, al 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 8, al 3, loi n° 84-594 ➤ Art. L. 412-57, code des communes (police municipale) 	<u>Décret n° 2007-1845 du 26.12.2007</u>
APPRENTISSAGE		
L. 424-1	Nouvel article – Renvoi au code du travail	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
TELETRAVAIL		
L. 430-1	Art. 133, Loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Décret n° 2016-151 du 11.02.2016</u> ➤ <u>Décret n° 2021-1123 du 26.08.2021</u> (allocation forfaitaire) ➤ <u>Arrêté du 26.08.2021</u> (allocation forfaitaire)
REORGANISATION DE COLLECTIVITES		
Détachement d'office – L. 441-1 à L. 441-9	Art. 15, loi n° 83-634	<u>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Situation des agents territoriaux en cas de réorganisation territoriale – L. 443-1 (création d'un centre interdépartemental de gestion de la FT unique)	Art. 18-3, al 2, loi n° 84-53	
Situation des agents contractuels en cas de transfert d'activité entre personnes morales de droit public ou de droit privé – L. 445-1 à L. 445-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 14 ter, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 14 ter, al 2 et 3, loi n° 83-634 ➤ Renvoi à l'art. L. 1224-3, code du travail ➤ Renvoi à l'art. L. 1224-3-1, code du travail 	
ORGANISMES ASSURANT DES MISSIONS DE GESTION		
CNFPT – L. 451-1 à L. 451-25	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 12, loi n° 84-53 ➤ Art. 12, 13 et 11, loi n° 84-594 ➤ Art. 12-1, loi n° 84-53 ➤ Art. 24, ph 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 14 al 1 et 2, loi n° 84-594 ➤ Art. 15, al. 01, al. 02 à 06 ecqç parité, al. 10, loi n° 84-594 ➤ Art. 12-3, loi n° 84-53 ➤ Art. 12-2, loi n° 84-53 ➤ Art. 20 al 1 et 2, loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 ➤ Art. 12-2-2, loi n° 84-53 ➤ Art. 12-4, loi n° 84-53 ➤ Art. 22-2, loi n° 84-53 	<u>Décret n°87-811 du 05.10.1987</u> + <u>Décret n° 2022-250 du 25.02.2022</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Centres de gestion de la FPT – définition/missions – L. 452-1	Art. 13, al 1, ph 1 début et art. 14, al 1, ecqc missions, loi n° 84-53	
Centres de gestion de la FPT – organisation territoriale – L. 452-2 à L. 452-12	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 14, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 17, al 1, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 18, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 14, al 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 20, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-1, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-3, al 1, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-2, al 1, al 2 et 4, ecqc missions des centres de gestion loi n° 84-53 ➤ Art. 18-2-1, al 1 et al 6, al. 2 et al 4 ecqc missions, loi n° 84-53 ➤ Art. 14, al 4 sauf ph 3 et al 20, loi n° 84-53 ➤ Art. 14-1, loi n° 84-53 	<p style="text-align: center;"><u><i>Décret n°85-643 du 26.06.1985</i></u></p> <p style="text-align: center;">+</p> <p style="text-align: center;"><u><i>Arrêté NOR: TERB2110805A du 10 mai 2021 (participation banque de données BIP)</i></u></p>
Centres de gestion de la FPT – affiliation des collectivités territoriales et des établissements publics – L. 452-13 à L. 452-21	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 14, al 1, ecqc affiliation, loi n° 84-53 ➤ Art. 15, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-2, al 2 et 4, ecqc affiliation, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-2-1, al 2 et al. 4, ecqc affiliation, loi n° 84-53 ➤ Art. 18-3, al 1, ph 2 et 3, loi n° 84- 53 ➤ Art. 16, loi n° 84-53 ➤ Art. 15, al. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 15, al 2, al 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 17, al 3 et 4, art. 18, al. 2, art. 18-1, al. 3, art. 18-2, al. 3 et 5, art. 18-2-1, al. 3 et al. 5, loi n° 84-53 	
Centres de gestion de la FPT – organisation interne – L. 452-22 à L. 452-23	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 13, al 1, sauf début ph 1, al. 2 à 5, loi n° 84-53 ➤ art. 17, al 1, ph 2, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Centres de gestion de la FPT – régime administratif et financier – L. 452-24 à L. 452-33	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 21, loi n° 84-53 et art. 14, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 22, al 1, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 20, al 1, ecqc centres de gestion, loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 ➤ Art. 22, al 1, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 22, al 1, ph 3, al. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 22, al 4 et 5, loi n° 84-53, art 48 loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation et ➤ art. 20, al 2, ecqc centres de gestion, loi n° 85-1221 ➤ Art. 22, al. 3, loi n° 84-53 et art. 21, loi n° 85-1221 ➤ Art. 22, al 7 et 8 et art. 25, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 22-1, al 1 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 22, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 17, al 2, loi n° 84-53 	<p style="text-align: center;"><i><u>Décret n°85-643 du 26.06.1985</u></i></p>
Centres de gestion de la FPT – missions – niveau au moins régional – L. 452-34	Art. 14, al 08 à 19, loi n° 84-53	
Centres de gestion de la FPT – missions – obligatoires pour toutes les collectivités et de leurs établissements – L. 452-35 à L. 452-37	Art. 23, al 1, ph.1 et al 21, loi n° 84-53 Art. 23-1, loi n° 84-53 Art. 23, al 1, ph 2 et 3, n° 84-53	
Centres de gestion de la FPT – missions – obligatoires exclusivement exercées au profit des collectivités et de leurs établissements – L. 452-38	Art. 23, al 2 à 13, et al 15 à 20, loi n° 84-53	
Centres de gestion de la FPT – ensemble de missions exercées à la demande des collectivités et de leurs établissements – L. 452-39	Art. 23, al 22, loi n° 84-53	
Centres de gestion de la FPT – missions facultatives exercées à la demande d'une collectivité – L. 452-40 à L. 452-48	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 25, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 24, loi n° 84-53 ➤ Art. 25, al. 6, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 26-2, loi n° 84-53 ➤ Art. 25, al 2 et al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 25, al 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 26, al 1, al 2 et al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 26-1, loi n° 84-53 ➤ Art. 25, al 5, loi n° 84-53 	<p style="text-align: center;"><i><u>Décret n°85-643 du 26.06.1985</u></i> + <i><u>Décret n°86-552 du 14.03.1986</u></i></p>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CARRIERE – POSITIONS ET MOBILITE – DISPOSITIONS GENERALES		
Positions – L. 511-1 à L. 511-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 12 bis, al 1 à 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 12 bis, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 14 bis, loi n° 83-634 	<i><u>Décret n°86-68 du 13.01.1986</u></i>
Mobilité – L. 511-4	Art. 14, al. 1, 2, et 4 loi n° 83-634 + art. 7, al 2, art. 68 et art. 119, al 14 et 15, loi n° 84-53	
Intégration directe – L. 511-5 à L. 511-8	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 13 bis, al 1, ecqc intégration directe, loi n° 83-634 ➤ Art. 13 bis, al. 2, 4 et 5, ecqc intégration directe, loi n° 83-634 + art. 68-1, ph. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 68-1, ph. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 13 quater, ecqc intégration directe, loi n° 83-634 	<i><u>Décret n°86-68 du 13.01.1986</u></i>
CARRIERE – POSITION D'ACTIVITE		
Définition – L. 512-1	Art. 56, loi n° 84-53	
Mise à disposition – définition – L. 512-6	Art. 61, al 1, loi n° 84-53	
Mise à disposition – modalités – L. 512-7 à L. 512-9	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 61, al 2 + art. 61-1, al 11, loi n° 84-53 ➤ Art. 61-1, al 1 à 6, al 8 à 10, loi n° 84-53 ➤ Art. 61, al 6, loi n° 84-53 	<i><u>Décret n°2008-580 du 18.06.2008</u></i>
Mises à disposition au sein de la FPT – L. 512-12 à L. 512-15	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 61, al. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 61, al 4 + art. 61-1, al 1 et 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 61, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 61-1, al 12, loi n° 84-53 	
Affectations et mutations au sein de la FPT – L. 512-23 à L. 512-27	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 52, loi n° 84-53 ➤ Art. 51, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 51, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 54, al 1, loi n° 84-53 ➤ (Art. 36, al. 1, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon) 	
Priorité en cas d'insuffisance des possibilités de mutation – L. 512-28	Art. 54, al 2, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CARRIERE – DETACHEMENT		
Définition – L. 513-1 à L. 513-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 64, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 64, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 66, al 2 + art. 64, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 65, al 1 et al 2, début, affiliation, loi n° 84-53 ➤ Art. 65, al 1 fonction élective, loi n° 84-53 ➤ Art. 65-1 + art. 65, al 1 ecqc étranger, loi n° 84-53 	<u>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement entre les corps et cadres d'emplois – L. 513-7 à L. 513-13	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 13 bis, al 1, ecqc détachement, loi n° 83-634 ➤ Art. 13 bis, al 2 à 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 14, al.3, loi n° 83-634 ➤ Art. 66, al.3, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al 2, ph 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 13 bis, al 6, loi n° 83-634 ➤ Art. 13 quater, loi n° 83-634 	
Détachement des militaires dans les corps et cadres d'emplois – L. 513-14 à L. 513-15	Art. 13 ter, al 1 à 5 + art. 13 quater, ecqc militaires, loi n° 83-634 art. 13 ter, al 6	
Accueil en détachement de ressortissants européens – L. 513-16	Art. 5 quater, loi n° 83-634	<u>Décret n°2010-311 du 22.03.2010</u>
Fin du détachement d'un fonctionnaire territorial – L. 513-20 à L. 513-26	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 66, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al 4, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al 4, ph 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al 2, ph.1, 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 66, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 67, al.3, loi n° 84-53 	<u>Décret n° 86-68 du 13.01.1986</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CARRIERE – DISPONIBILITE		
L. 514-1 à L. 514-8	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 72, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 5, ph 1, + art. 67 al. 2, ph. 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 72, al 5, ph 2, loi n° 84-53 	<u><i>Décret n°86-68 du 13.01.1986</i></u>
CARRIERE – CONGE PARENTAL		
Congé parental – déroulement – L. 515-1 à L. 515-8	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 75, al. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al. 2, ph. 1, loi n° 84-53 ➤ art. 75, al. 2, ph. 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al 2, ph 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al 3, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 75, al 3, ph 1 et 2 + art. 75-1, loi n° 84-53 	<u><i>Décret n°86-68 du 13.01.1986</i></u>
Réintégration au terme d'un congé parental – L. 515-11	Art. 75, al 4, loi n° 84-53	
MISE A DISPOSITION DES AGENTS CONTRACTUELS		
L. 516-1	Art. 136, al 4, ph 5, ecqc mise à disposition, al 5 à 9	<u><i>Décret n°88-145 du 15.02.1988</i></u>
APPRECIATION DE LA VALEUR PROFESSIONNELLE		
L. 521-1 à L. 521-5 (sauf L. 521-2)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 17, loi n° 83-634 + art. 76, al. 1 ph. 1 sauf entretien professionnel, loi n° 84-53 ➤ Art. 76, al. 1, ph. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 76, al. 1, ph. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 76, al. 2, loi n° 84-53 	<u><i>Décret n°2014-1526 du 16.12.2014</i></u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
AVANCEMENT		
Avancement – Dispositions générales – L. 522-1 à L. 522-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 77, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 78, al 1, al 2, al 3, ph 2, fin, loi n° 84-53 ➤ Art. 78, al 3, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 79, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 5 ter, al 2, loi n° 83-634 ➤ <i>L. 522-6 = nouvel article relatif aux périodes de service national</i> ➤ Art. 142, a. 2, Loi du 13 juillet 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911 	
Avancement d'échelons au sein de la FPT – L. 522-10 à L. 522-14	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 78, al 3, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 78-1, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 78-1, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 77, al 2, ecqc avancement d'échelon, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 412-56, al 1 et 3, code des communes (police municipale) 	
Avancement de grade au sein de la FPT – L. 522-23 à L. 522-31	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 79, al 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 79, al 2 à 3, al 5 à 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 08, ecqc examen, professionnel, avancement grade, loi n° 84-53 ➤ Art. 80, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 49, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 80, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 80, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 77, al 2, ecqc avancement de grade, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 412-56, al 1 et 2, code des communes (police municipale) 	
PROMOTION INTERNE		
Promotion interne – dispositions communes – L. 523-1	Art. 39, al 1 à 4, loi n° 84-53	
Promotion interne au sein de la FPT – L. 523-3 à L. 523-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 28, al 5 ph. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 36, al 8, ecqc examen professionnel, promotion interne, loi n° 84-53 ➤ Art. 39, al 5 et 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 77, al 2, ecqc promotion interne, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
DISCIPLINE		
Principe général de la faute – L. 530-1	Art. 29, al 1, loi n° 83-634	
Suspension – L. 531-1 à L. 531-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 30, al 1 et 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 30, al 3, ph 1 et 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 30, al 3 ph 3 et 5, al 4 ph 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 30, al 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 30, al 6, ph 1, loi n° 83-634 	<u>Décret n°2016-1155 du 24.08.2016</u>
Procédure disciplinaire – engagement de la procédure – L. 532-1 à L. 532-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 19, al 1, loi n° 83-634 + art. 89, al 20, ph 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 19, al 2, loi n° 83-634 	<u>Décret n°89-677 du 18.09.1989</u>
Procédure disciplinaire – garanties – L. 532-4 à L. 532-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 19, al 3, ph 1 et ph 2, loi n° 83-634 + art. 65, ecqc agents publics, Loi du 22 avril 1905 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1905 ➤ Art. 19, al 3, ph 3, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 29, al 2, loi n° 83-634 	
Conseils de discipline au sein de la FPT – CAP siégeant en formation disciplinaire – L. 532-7 à L. 532-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 90, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 90, al 3, 4 et 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 90, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 90, al 7, loi n° 84-53 	
Conseils de discipline au sein de la FPT – CCP siégeant en formation disciplinaire – L. 532-11 à L. 532-12	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 136, al 14, loi n° 84-53 ➤ Art. 136, al 15, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2016-1858 du 23.12.2016</u>
Sanctions disciplinaires – échelle des sanctions pouvant être infligées à un fonctionnaire – L. 533-1 à L. 533-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 89, al 1 à 15, loi n° 84-53 ➤ Art. 89, al 18, loi n° 84-53 ➤ Art. 89, al 19, loi n° 84-53 	
Sanctions disciplinaires – publicité et inscription au dossier – L. 533-4 à L. 533-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 89, al. 20, ph3, loi n° 84-53 ➤ Art. 89, al. 16, loi n° 84-53 ➤ Art. 89, al. 17 loi n° 84-53 	<u>Décret n°89-677 du 18.09.1989</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
PERTE ET SUPPRESSION D'EMPLOI		
Réaffectation du fonctionnaire privé d'emploi - L. 541-1	Art. 12, al 4, loi n° 83-634	
Suppression d'un emploi dans la FPT – modalités – L. 542-1 à L. 542-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 97, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph 1 à 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph 10, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph. 5 à 7, loi n° 84-53 	
Prise en charge d'un fonctionnaire territorial privé d'emploi – L. 542-6 à L. 542-24	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 97 bis, al 1, ph 1, al. 4, ecqc conditions de prise en charge, loi n°84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 2, ph 9, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 3, ph 1, sauf rémunération, loi n°84-53 ➤ Art. 97, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 5111-8, CGCT ➤ Art. 97, al 3, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 14, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 3, ph 1 fin, ph. 2, ph.4, al 5, ph 3 à 5, loi n°84-53 ➤ Art. 97, al 5, ph 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 8, ph.1 à 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 9, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 10, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 12, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 13, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 15, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 16, loi n° 84-53 	
Prise en charge d'un fonctionnaire territorial privé d'emploi – modalités financières – L. 542-25 à L. 542-35	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 97 bis, al 1, al 4, ecqc contribution financière, loi n°84-53 ➤ Art. 97 bis, al 2 et 3, ecqc assiette, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, a. 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 ter, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, al 5, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, al 5, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 97 bis, al 5, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 11, ph 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 97, al 11, ph 3, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Fin de fonction sur emploi fonctionnel dans la FPT – emploi fonctionnel pourvu par la voie du détachement – L. 544-1 à L. 544-7</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 53, al 10, sauf recrutement direct, loi n° 84-53 ➤ Art. 53, al 11, loi n° 84-53 ➤ Art. 53, al 12, loi n° 84-53 ➤ Art. 53, al 01, loi n° 84-53 ➤ Art. 53, al 13, loi n° 84-53 ➤ Art. 98, loi n° 84-53 ➤ (Art. 36, al. 2, ph. 1 et 2, ecqc fin de fonctions, Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Décret n° 87-1101 du 30.12.1987</u> ➤ <u>Décret n°88-546 du 06.05.1988</u> ➤ <u>Décret n°88-614 du 06.05.1988</u>
<p>Fin de fonction sur emploi fonctionnel dans la FPT – emploi fonctionnel pourvu par voie de recrutement direct – L. 544-8 à L. 544-9</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 53, al 10, ecqc recrutement direct, loi n° 84-53 ➤ Art. 7-1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public 	<p><u>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</u></p>
<p>Congé spécial accordé aux fonctionnaires territoriaux – congé spécial sur autorisation – L. 544-10</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 99, al 1, ecqc congé spécial sur autorisation, loi n° 84-53 ➤ Art. 6, al 3, décret n° 88-614 du 6 mai 1988 pris pour l'application des articles 98 et 99 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif à la perte d'emploi et au congé spécial de certains fonctionnaires 	<p><u>Décret n° 88-614 du 06.05.1988</u> (l'article 6 al 3 devient donc une disposition législative)</p>
<p>Congé spécial accordé aux fonctionnaires territoriaux – congé spécial de droit – L. 544-11 à L. 544-16</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art 99, al 1 et 2, ecqc congé spécial de droit, loi n° 84-53 ➤ Art. 99, al 2, ecqc date de demande du congé spécial de droit, loi n° 84-53 ➤ Art. 99, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 99, al 1, ecqc durée, loi n° 84-53 ➤ Art. 99, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 99, al 4, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CESSATION DEFINITIVE DE FONCTIONS		
Liste des cas – L. 550-1	Art. 24, al 1 à 6, loi n° 83-634	
Démission – L. 551-1 à L. 551-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 96, al 1, 2 et 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 96, al 3, 5, 6, 7, 8 et 9, loi n° 84-53 	
Rupture conventionnelle (agents en CDI) – L. 552-1	Art. 72, al 14, ecqc agents publics contractuels, loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	<u>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</u>
Licenciement – L. 553-1 à L. 553-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>L. 553-1 en partie applicable à la FPT mais pas de reprise d'article de la loi n° 84-53 (quid licenciement pour abandon de poste dans la FPT ?)</i> ➤ Art. 93, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 93, al 2, loi n° 84-53 	<u>Décret n°85-186 du 07.02.1985</u> (indemnité licenciement pour insuffisance professionnelle)
Fin de contrat – règles de procédure – L. 554-1	Art. 14 ter, al 4, loi n° 83-634 (<i>fin de plein droit du contrat si refus transformation en cas reprise d'activité</i>)	
Fin de contrat – indemnité de fin de contrat – L. 554-3 à L. 554-4	Art. 136, al 4, ph 3 et 4, loi n° 84-53 Art. 110-1, al 4, ecqc indemnité de licenciement, loi n° 84-53	<u>Décret n° 88-145 du 15.02.1988</u>
Cessation anticipée d'activité en lien avec une exposition à l'amiante – L. 555-1 à L. 555-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 146, al 1, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ➤ Art. 146, al 2, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ➤ Art. 146, al 3, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ➤ Art. 146, al 4 à 6, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ➤ Art. 146, al 7, loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Admission à la retraite –limite d'âge des fonctionnaires – L. 556-1 à L. 556-10</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 92, loi n° 84-53 + art. 3, sauf ouvriers de l'Etat, décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites des personnels de l'État et des services publics + art. 1, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté + art. 1, al 1, Loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ Art. 4, al 1, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté ➤ Art. 4, al 2, loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté ➤ Art. 18, al 4, loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des conjoints survivants, des mères de famille et des personnes âgées ➤ Art. 1-1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ Art. 1-2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ Art. 1-3, al 1 et 2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ <i>(Police nationale) art. 1, Loi du 5 novembre 1943 fixant les échelons de limite d'âge applicables aux fonctionnaires de la police occupant un emploi classé dans la catégorie B</i> ➤ <i>(Administration pénitentiaire) art. 24, al. 1, Loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire</i> ➤ <i>(Navigation aérienne) art. 3, Loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989 relative au corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne</i> 	
<p>Admission à la retraite –limite d'âge des agents contractuels – L. 556-11 à L. 556-13</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 6-1, al 1, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ Art. 6-1, al 2, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public ➤ Art. 6-1, al 3, loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Admission à la retraite –honorariat – L. 556-14	Art. 94, loi n° 84-53	
Admission à la retraite – dispositions diverses – L. 556-15	Art. 119, al 9, loi n° 84-53	
Régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public – L. 557-1 à L. 557-2	<i>L. 557-1 = nouvel article</i> L. 557-2 = art. 110-1, al 4, ecqc assurance chômage, loi n° 84-53	<u>Décret n°2020-741 du 16.06.2020</u>
TEMPS DE TRAVAIL		
Durée du travail – L. 611-2	Art. 7-1, al 1, loi n° 84-53	<u>Décret n°2000-815 du 25.08.2000</u> + <u>Décret n°2001-623 du 12.07.2001</u>
Travail à temps partiel – dispositions communes – L. 612-1 à L. 612-8	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 60, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 60, al 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 60 bis, al 1 à 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 60, al 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 60, al 7 et 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 60, al 9, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 14, Ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif ➤ Art. 60, al 5, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2004-777 du 29.07.2004</u>
Temps partiel dans la FPT – L. 612-12 à L. 612-14	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 60, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 60, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 60 quater, loi n° 84-53 	
Emplois permanents territoriaux à temps non complet – L. 613-1 à L. 613-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 104, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 108, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 105, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 104, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 107, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 107, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 73, al. 1 et 2, loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile 	<u>Décret n°91-298 du 20.03.1991</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CONGES ANNUELS, JOURS FERIES ET AUTORISATIONS D'ABSENCE		
Congés annuels – L. 621-1 à L. 621-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 21, al 1 et 2, loi n° 83-634 + art. 57, al 1 et 2, loi n° 84-53 ➤ art. L. 415-6, code des communes 	<p><i><u>Décret n° 85-1250 du 26.11.1985</u></i></p> <p><i><u>Décret n°88-168 du 15.02.1988</u></i></p>
Congés acquis au titre d'un compte épargne-temps (CET) – L. 621-4 à L. 621-5	<p>Art. 14, al 5, loi n° 83-634</p> <p>Art. 7-1, al 2, ph 2, loi n° 84-53</p>	<i><u>Décret n° 2004-878 du 26.08.2004</u></i>
Don de jours de repos – L. 621-6 à L. 621-7	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 3, al 7, loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant ➤ L. 621-7 = nouvel article 	
Jours fériés – L. 621-8 à L. 621-10	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L. 621-8 = renvoi à l'article L. 3133-1 du code du travail ➤ L. 621-9 sur le 1er mai = nouvel article ➤ L. 621-10 = renvoi à l'article art. ➤ L. 3134-13 du code du travail 	
Journée de solidarité - L. 621-11 à L. 621-12	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 6, al 5 à 8, ecqc agents publics, loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées + art 2, paragraphe II, al 2, ecqc agents publics, loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité ➤ Art. 6, al 1 à 4, ecqc agents publics, loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées 	
Autorisations d'absence – L. 622-1 à L. 622-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 21, al 9, loi n° 83-634 ➤ Art. 21, al 10, loi n° 83-634 ➤ Art. 59-1, loi n° 84-53 ➤ L. 622-1 = renvoi aux articles L. 114-24 et L. 114-26 du code de la mutualité ➤ Art. 59, al 1, al 3 et al 4, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
CONGES LIES AUX RESPONSABILITES PARENTALES OU FAMILIALES		
L. 630-1	Art. 21, al 1 et 4, loi n° 83-634	
CONGES LIES AUX RESPONSABILITES PARENTALES OU FAMILIALES CONGES LIES A L'ARRIVEE D'UN ENFANT AU FOYER		
Règles communes aux congés – L. 631-2 à L. 631-2	Art. 57, al 1, al 26, loi n° 84-53 Art. 57, al 27, loi n° 84-53	
Congé de maternité – L. 631-3 à L. 631-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 1, al 28 et 29, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, a. 30, loi n° 84-53 ➤ art. 57, al 31, loi n° 84-53 	
Congé de naissance – L. 631-6	Art. 57, al 1, al 3, loi n° 84-53	<u>Décret n°2021-846 du 29.06.2021</u>
Congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption – L. 631-7	Art. 57, al 1, al 33 à 35, loi n° 84-53	
Congé d'adoption – L. 631-8	Art. 57, al 1, al 36 et 37, loi n° 84-53	
Congé de paternité et d'accueil de l'enfant – L. 631-9	Art. 57, al 1, al 38	
Congé de présence parentale – L. 632-1 à L. 632-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 60 sexies, al 1 et al 2, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 60 sexies, al 2, ph 2 à 4, loi n°84-53 ➤ Art. 60 sexies, al.3, loi n° 84-53 ➤ Art. 60 sexies, al 4, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2006-1022 du 21.08.2006</u>
Congé de solidarité familiale – L. 633-1 à L. 633-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 1, al 50, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 50, ph 2, sauf rémunération, ph 3, ph.5 à 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 50, ph 2 ecqç rémunération, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 50, ph.4, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2013-67 du 18.01.2013</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Congé de proche aidant – L. 634-1 à L. 634-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 1, al 51, ph 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 51, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 51, ph 3, loi n° 84-53 + renvoi art. L. 168-8 du code de la sécurité sociale ➤ Art. 57, a. 51, ph 4, loi n° 84-53 	<u>Décret n° 2020-1557 du 08.12.2020</u>
CONGES LIES A DES ACTIVITES CIVIQUES		
Congé de citoyenneté – L. 641-1 à L. 641-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 44, ph 1 ecqc durée, ph 2, ph. 3, ph 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 1, al 44, ph 1 sauf durée, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 44, ph 4, ph 6, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 44, ph 5, loi n° 84-53 	
Congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle – L. 642-1 à L. 642-2	Art. 57, al 1, al 52, ph 1, loi n° 84-53 Art. 57, al 52, ph 2 à 4, loi n° 84-53	
Congé relatif à l'exercice de fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel – L. 643-1	Art. 57, al 1, al 54, loi n° 84-53	
Congé pour accomplissement d'une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans une réserve opérationnelle – L. 644-1 à L. 644-5	Art. 57, al 1, al 53, loi n° 84-53 <i>L. 644-2 à L. 644-5 = nouveaux articles</i>	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
REMUNERATION		
Détermination de la rémunération des agents publics – rémunération après service fait – L. 711-1 à L. 711-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 4, al 1 et 6, ecqç fonctionnaires, loi n° 61-825 du 29 juillet 1961 de finances rectificative pour 1961 ➤ Art. 4, al 3 à 5, ecqç fonctionnaires, loi n° 61-825 	
Détermination de la rémunération des agents publics – retenue en l'absence service fait – L. 711-3	Art. 4, al 2, loi n° 61-825 du 29 juillet 1961 de finances rectificative pour 1961	
Reliquat de rémunération – L. 711-4	Art. L. 416-4, code des communes	
Indus, saisies et cessions de la rémunération – L. 711-5 à L. 711-6	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>L. 711-5 = pb car la table Légifrance renvoi à l'article L. 212-2 du code des procédures civiles d'exécution alors que le contenu de l'article renvoie aux articles L. 3252-1 à L. 3252-13 du code du travail</i> ➤ L. 711-6 sur les indus = renvoi à l'article 37-1, loi n°2000-321 	
Rémunération des fonctionnaires – rémunération principale – L. 712-1 à L. 712-2	Art. 20, al 1 ph 1 et 3, loi n° 83-634 + art. 87, al 1, loi n° 84-53 Art. 20, al 2, loi n° 83-634	
Dispositions particulières – L. 712-3 à L. 712-6	<i>Oubli dans la table Légifrance mais aucune disposition ne concerne la FPT</i>	
Accessoires de la rémunération – L. 712-7 à L. 712-13	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 6, al 1 ph. 1, loi n° 48-337 du 27 février 1948 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique ➤ Art. 20, al 5, ph 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 20, al 5, ph 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 20, al 5, ph 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 20, al 5, ph 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 27, al 1, ecqç fonctionnaires civils, loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales ➤ L. 712-13 = nouvel article : renvoi à un décret 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
Rémunération des agents contractuels – L. 713-1 à L. 713-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 136, al 4, ph 5 ecqc rémunération, loi n° 84-53 ➤ L. 713-2 = nouvel article : renvoi à un décret 	<u>Décret n°88-145 du 15.02.1988</u>
Régimes indemnitaires – primes et indemnités – L. 714-1	Art. 20, al 1 ph. 2, loi n° 83-634	
Régime indemnitaire au sein de la FPT – L. 714-4 à L. 714-13	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 88, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 88, al 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 88, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 88, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 88, al 6, loi n° 84-53 ➤ L. 714-9 = nouvel article, relatif conservation RI en cas réorganisation et changement d'employeur ➤ Art. 68, ecqc filière médico-sociale, loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire ➤ Art. 111, al 3 + art. 111-1, loi n° 84-53 ➤ Art. 64, loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ➤ Art. 68, ecqc police municipale, loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996 relative à l'emploi dans la fonction publique et à diverses mesures d'ordre statutaire+ art. 68, ecqc gardes-champêtres, loi n° 96-1093 	<u>Décret n°91-875 du 6 septembre 1991</u>
Publication d'informations – rémunérations élevées – L. 715-1	Art. 37, al 1, loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique	
AVANTAGES EN NATURE		
Logements de fonction au sein de la FPT – L. 721-1 à L. 721-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 21, al 1, al 3 et 4, loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale ➤ Art. 21, al. 2, loi n° 90-1067 ➤ Art. 21, al 5, ph 1 début, ph 3, loi n° 90-1067 	<u>Décret n° 2022-250 du 25.02.2022</u>
Autres avantages (concernent la FPH)		
Frais de déplacement – L. 723-1	<i>Nouvel article</i>	<u>Décret n°2001-654 du 19.7.2001</u>

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
ACTION SOCIALE		
Définition et objectifs – L. 731-1 à L. 731-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 9, al 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 9, al 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 9, a. 4 et 5, loi n° 83-634 ➤ Art. 88-1, loi n° 84-53 	
Prestations d'action sociale – chèque emploi-service – L. 732-1	<i>Nouvel article, renvoi à l'article L. 1271-12 du code du travail</i>	
Prestations d'action sociale – titres-restaurant – L. 732-2	Art. 19, ecqc principe d'attribution titre restaurant, ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 relative à l'aménagement des conditions de travail en ce qui concerne le régime des conventions collectives	
Prestations d'action sociale – aides aux vacances – L. 732-3	<i>Nouvel article, renvoi aux articles L. 411-18 et L. 411-19 du code du tourisme</i>	
Gestion des prestations d'action sociale – L. 733-1	Art. 9, a. 6, al 7, loi n° 83-634	
PREVENTION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE AU TRAVAIL		
Dispositions générales relatives à l'hygiène et à la sécurité – L. 811-1	Art. 108-1, loi n° 84-53 + art. 3, ph 1, décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique	
Missions et organisation des services – L. 812-1 à L. 812-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 108-3, loi n° 84-53 ➤ Art. 25, al 4, loi n° 84-53 ➤ Art. 108-2, al 1, ph 1 et 2 ➤ Art. 108-2, al 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 108-2, al 1, ph 3, loi n° 84-53 	<i><u>Décret n°85-603 du 10.06.1985</u></i>
Actions en faveur des agents – L. 813-1 à L. 813-3	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 108-3-1, loi n° 84-53 ➤ Art. 108-4, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 21 bis, al 10, loi n° 83-634 	
Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles – L. 814-1 à L. 814-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 31, al 1, loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social ➤ Art. 31, al. 2 à 6, loi n° 2001-624 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
PROTECTIONS LIEES A LA MALADIE, A L'ACCIDENT, A L'INVALIDITE OU AU DECES		
Conseil médical et médecins agréés – L. 821-1	Art. 21 ter, loi n° 83-634	
Congés de maladie – L. 822-1 à L. 822-5	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 1, al 4, ph. 1, sauf durée, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 4, ph 1, ecqc durée, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 4, ph.2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 4, ph.4, loi n° 84-53 	
Congés de longue maladie – L. 822-6 à L. 822-11	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al.1, al 7, ph 1, ecqc le droit à CLM, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 1, al. 7, ph 1, ecqc durée, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 7, ph.2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 8, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 9, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 10, loi n° 84-53 	<i><u>Décret n°87-602 du 30.07.1987</u></i>
Congés de longue durée – L. 822-12 à L. 822-17	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al 1, al 12, ph 1, ecqc cas, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 14, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 13, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al.12, ph.1 et 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 15, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 16, loi n° 84-53 	
Accidents de service et maladie professionnelle – L. 822-18 à L. 822-25	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 21 bis, al 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 5 à 7, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 2, ph 1, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 2, ph 3 et 4, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 2, ph 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 21 bis, al 8, loi n° 83-634 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i><u>Décret n°68-756 du 13.08.1968</u></i> ➤ <i><u>Décret n°87-602 du 30.07.1987</u></i> ➤ <i><u>Décret n°2019-301 du 10.04.2019</u></i>
Congé accordé au fonctionnaire invalide pour faits de guerre – L. 822-26	Art. 57, al 45 à 49, loi n° 84-53	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Situation administrative des agents en congé pour raison de santé – L 822-27 à L. 822-30</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L. 822-27 = nouvel article ➤ Art. 115, loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ➤ Art. 58, al 1, al 2 ecqc obligations, loi n° 84-53 ➤ Art. 58, al 1, al 4, loi n° 84-53 	<p style="text-align: center;"><u><i>Décret n°87-602 du 30.07.1987</i></u></p>
<p>Temps partiel thérapeutique – L. 823-1 à L. 823-6</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 57, al. 18 à 20, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al. 21, n° 84-53 ➤ Art. 57, al. 22, n° 84-53 ➤ Art. 57, al. 23, n° 84-53 ➤ Art. 57, al. 24, n° 84-53 ➤ Art. 57, al. 25, n° 84-53 	
<p>Allocation temporaire d'invalidité (ATI) versée après un accident de service ou une maladie professionnelle – L. 824-1 à L. 824-2</p>	<p>Art. L. 417-8, code des communes Art. 69, al 1, loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 de finances pour 1960</p>	
<p>Exercice de l'action directe et subrogatoire de la personne publique – L. 825-1 à L. 825-8</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 1, al 1, ecqc fonctionnaires et art. 7, ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat et certaines autres personnes publiques, + art. 57, al 06, ph 1, al 11, al 17, loi n° 84-53 ➤ Art. 57, al 06, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 2, début, ecqc fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 57, al. 06, ph. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 2, fin, ecqc fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 1, al 2 à 9, ecqc fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 5, ecqc fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 3, al 1, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 4, ecqc fonctionnaires, ordonnance n° 59-76 ➤ Art. 3, al 2, ecqc fonctionnaires sauf procédure de la lettre recommandée, ordonnance n° 59-76 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
<p>Prise en charge de l'inaptitude de l'agent public à exercer ses fonctions – dispositions communes – L. 826-1 à L. 826-6</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>☞ L. 826-1 semble applicable à la FPT mais pas de renvoi à la loi n° 84-53 = pb car parle d'adaptation (cf. aménagement ?) du poste quand inaptitude : pas prévu jusqu'à présent</i> ➤ Art. 85-1, al 1, ph 1, al 2, loi n°84-53 ➤ Art. 84 et 81, loi n° 84-53 ➤ Art. 83, loi n° 84-53 ➤ Art. 82, al 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 85, ph 1, loi n° 84-53 	<p style="text-align: right;"><i><u>Décret n°85-1054 du 30.09.1985</u></i></p>
<p>Prise en charge de l'inaptitude de l'agent public à exercer ses fonctions – dispositions particulières à la FPT – L. 826-7 à L. 826-10</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 85-1, al 1, ph 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 85, ph 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 82, al 2 et 3, loi n° 84-53 ➤ Art. L. 412-49, code des communes (<i>police municipale</i>) 	
<p>Cessation des fonctions opérationnelles des sapeurs-pompiers professionnels – L. 826-12 à L. 826-29</p>	<p>Art. 3 à 8, loi n° 2000-628 du 7 juillet 2000 relative à la prolongation du mandat et à la date de renouvellement des conseils d'administration des services d'incendie et de secours ainsi qu'au reclassement et à la cessation anticipée d'activité des sapeurs-pompiers professionnels</p>	
PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (PSC)		
<p>Dispositions communes – L. 827-1 à L. 827-3</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 22 bis, al 1 et 2, loi n° 83-634 ➤ Art. 22 bis, al 3, loi n° 83-634 ➤ Art. 22 bis, al 4, loi n° 83-634 	
<p>PSC dans la FPT – participation à la couverture des risques – L. 827-4 à L. 827-8</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 88-2, al. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 88-2, al. 2 à 5, loi n° 84-53 ➤ Art. 88-2, al. 6 et 7, loi n° 84-53 ➤ Art. 25-1, al. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 25-1, al. 2, loi n° 84-53 	<p style="text-align: right;"><i><u>Décret n°2011-1474 du 08.11.2011</u></i></p>
<p>PSC dans la FPT – participation au financement des garanties de PSC – L. 827-9 à L. 827-12</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 88-3, al. 1, loi n° 84-53 ➤ Art. 88-3, al. 2, loi n° 84-53 ➤ Art. 88-3, al. 3, loi n° 84-53 ➤ Art. 88-4, loi n° 84-53 	

Numérotation CGFP	Ancienne numérotation législative	Texte d'application
DISPOSITIONS LIEES AU DECES		
Prestations liées au décès – L. 828-1	Art. L. 416-4, ecqc capital décès, code des communes	<u>Décret n°2021-176 du 17.02.2021</u>
Promotion et titularisation à titre posthume – L. 828-2 à L. 828-4	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 125, al 3 à 5, loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 de finances pour 1984 (<i>sapeurs-pompiers pro</i>) ➤ Art. L.412-55, al 1 ecqc promotion, al 2, art. L. 412-55, al 3, art. L. 412-56, al 6, code des communes (<i>police municipale</i>) ➤ Art. L. 412-56, al 5, code des communes (stagiaire de la police municipale) 	
Dispositions propres aux agents contractuels – L. 829-1 à L. 829-2	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Art. 136, al 4, ph.2, loi n° 84-53 ➤ Art. 58, al 5 ph 1, loi n° 84-53 	<u>Décret n°2021-176 du 17.02.2021</u>



Le CDG45 autorise la réutilisation de ses informations et documents dans les libertés et les conditions prévues par la licence ouverte sous réserve d'apposer la mention :

Source CDG45, titre et lien du document ou de l'information et date de sa dernière mise à jour